

Marc BOTBOL
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris
12, rue du Quatre-Septembre
75002 -Paris

ÉCOLE DE LA DEUXIÈME CHANCE
DU VAL DE MARNE - E2C94

Association Loi de 1901
SIRET : 518 226 436 00039
Siège Social : 16 avenue Jean Jaurès – 94600 Choisy-le-Roi

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Marc BOTBOL
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris
12, rue du Quatre-Septembre
75002-Paris

ÉCOLE DE LA DEUXIÈME CHANCE DU VAL DE MARNE – E2C94
Association Loi de 1901
SIRET : 518 226 436 00039
16 avenue Jean Jaurès
94600 Choisy-le-Roi

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres de l'Association ÉCOLE DE LA DEUXIÈME CHANCE DU VAL DE MARNE – E2C94,

1 OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ÉCOLE DE LA DEUXIÈME CHANCE DU VAL DE MARNE – E2C94 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport et faisant ressortir un excédent de 159.880 € pour un total de subventions d'exploitation de 2.147.278 € et un total de Bilan de 4.444.088 €.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

2.3 Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

2.4 Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

2.5 Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

2.6 Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 6 Juin 2024

Marc BOTBOL
Commissaire aux comptes



ANNEXE DES COMPTES 2023

Objet social

L'association Ecole de la 2e Chance du Val-de-Marne a été créée à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Val-de-Marne en octobre 2009 pour mettre en œuvre le dispositif École de la 2e Chance dans le département du Val-de-Marne.

Réunissant les principaux acteurs de l'emploi et du développement économique (État, Région, Département, Communes et Communautés d'agglomération, grands groupes présents sur le bassin d'activités et d'emplois), elle accueille des jeunes de 16 à 25 ans, sortis du système scolaire depuis plus d'un an, sans diplôme ni qualification, dans l'objectif de favoriser leur insertion sociale et professionnelle.

Nature et périmètre des activités

Organisme de formation (n° d'activité : 11 94 07666 94, attribué le 02/03/2010), l'E2C Val de Marne met en œuvre un dispositif de formation innovant qui repose sur :

- une action pédagogique souple, centrée sur chaque stagiaire ;
- un accompagnement individualisé ;
- l'acquisition de compétences clés ouvrant l'accès à l'emploi qualifié ;
- l'aide à la définition d'un projet professionnel à partir d'une alternance école / entreprises ;
- des activités pédagogiques visant l'apprentissage de la vie sociale et citoyenne ;
- le développement d'un partenariat fort avec le tissu socio-économique local et notamment le monde des entreprises.

L'E2C Val de Marne inscrit son activité dans le respect du cahier des charges du Label E2C France dont l'attribution lui a été renouvelée le 9 décembre 2021 pour une durée de 3 ans, conformément aux dispositions de l'article D-214-10 du Code de l'Éducation.

Moyens mis en œuvre

L'E2C Val de Marne est implantée sur 2 sites, à Choisy-le-Roi (650 m² ; également siège de l'association) et Créteil (508 m²) lui permettant d'accueillir 320-340 jeunes par an dans un environnement de formation adapté.

Son personnel est constitué de 28 salariés, soit 27 équivalents temps pleins, dont 21 constituant les équipes pédagogiques (responsables de site, assistantes pédagogiques, formateurs-référents et référentes sociale).

Fait marquant

Dans un contexte national de baisse du pouvoir d'achat, l'e2c Val de Marne a mené une négociation portant sur les rémunérations des salariés.

Après discussions et échanges entre la Direction et les organisations syndicales, il a été convenu d'appliquer les dispositions suivantes afin d'améliorer et de pérenniser certains éléments de rémunération et d'apporter des réponses immédiates à la baisse de pouvoir d'achat des salariés, tout en maintenant la pérennité financière de l'association.



Ainsi, il est précisé dans cet accord les modalités :

- L'augmentation collective du salaire de base ;
- La revalorisation spécifique du salaire de base après 2 ans d'ancienneté ;
- L'instauration d'une prime d'ancienneté ;
- La revalorisation du montant des titres-restaurant ;
- Et l'augmentation de la prise en charge employeur des Pass Navigo et du forfait mobilité.

Par ailleurs, des négociations complémentaires sont en cours au 31 décembre 2023 afin de mettre en place un accord d'entreprise comprenant :

- Les congés pour événements familiaux ;
- Le paiement des RTT non prises ;
- Le recours au télétravail ;

Principes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Règles et méthodes comptables

Les règles spécifiques aux associations sont définies par le règlement ANC 2018 – 06 du 5 décembre 2018, homologué le 26 décembre 2018.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence aux règles et méthodes décrites ci-après.

Dérogation aux principes et règles comptables

Néant

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.



Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

• Licences	1 an
• Installations et agencements	5 à 10 ans
• Matériels pédagogiques	3 à 5 ans
• Matériel de transport	5 ans
• Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
• Mobilier	5 à 10 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Taxe d'apprentissage et produits constatés d'avances

La collecte de la Taxe d'apprentissage réalisée au cours de l'exercice clos le 31/12/2023 s'élève à 634 961€.

L'affectation de la Taxe d'apprentissage au titre de l'année 2023 est inscrite comme suit :

- « Subvention d'exploitation » pour un montant de 755 690€ pour couvrir les dépenses pédagogiques.
- « Subvention d'investissement » pour la somme de 121 393€ pour couvrir le matériel pédagogique.

Le solde non utilisé de la taxe d'apprentissage au 31/12/2023 s'élève à 2 040 091€ est neutralisé en « produits constatés d'avances » et reste disponible pour financer les investissements et les dépenses pédagogiques futurs.

Fonds propres

Les fonds propres « sans droit de reprise » comptabilisent des opérations pour lesquelles l'association a une assurance sur l'affectation certaine des ressources provenant d'apports, de legs, de donations, de subventions d'investissements affectées à des biens, ou de mise en réserves des résultats.

Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (Tiap)

Les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (Tiap) sont valorisés à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Au 31 décembre 2023, la valeur globale des titres acquis sur l'exercice s'élève à 253 200€.

Subventions d'investissements affectées à des biens

Ces subventions correspondent :

- ✓ Taxe d'apprentissage – Collecte 2019 à hauteur de 121 393€

Engagements de retraite

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont évalués, à la clôture de l'exercice, selon la méthode rétrospective prorata temporis : le passif social est considéré comme étant égal à la somme des droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisée en fonction de l'ancienneté au jour des calculs par rapport à l'ancienneté au terme, probabilisée (espérance de vie et rotation du personnel) et actualisée entre le jour du départ et le jour des calculs.

Les autres hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 2,25% (inflation comprise)
- Progression des salaires : 2% par an
- âge de départ à la retraite : 65 ans (départ à l'initiative du salarié)
- taux de charges sociales : 40%
- table de mortalité : Table réglementaire Insee 2019-2021.
- taux de turnover : 5%

L'engagement cumulé des indemnités probables actualisées à verser s'élève à 232 608€ et est comptabilisé au bilan en provisions pour risques et charges.

Concours publics et subventions d'exploitation de fonctionnement

Principales subventions d'exploitation inscrites au compte de fonctionnement de l'exercice :

Financeurs publics	Montant
Conseil Régional d'Ile de France	704 482 €
CGET	33 250 €
DRIEETS	588 856 €
Conseil Départemental 94	65 000 €
TOTAUX	1 391 588 €

Autres subventions d'exploitation inscrites au compte de fonctionnement de l'exercice :

Organismes sociaux et emplois aidés	Montant
Pôle emploi	Néant
TOTAUX	Néant

Cotisations des collectivités locales (communes et Etablissements Publics Territoriaux) adhérentes versées :

Financeurs publics – Collectivités locales	Montant
EPT 10 – Paris-Est-Marne & Bois	84 000 €
EPT 11 – Grand Paris Sud Est Avenir	57 000 €
EPT 12 – Grand-Orly Seine Bièvre	69 000 €
TOTAUX	210 000 €

Autres produits de gestion courante

Autres produits de gestion courante inscrits au compte de fonctionnement de l'exercice :

Autres produits	Montant
Collecte Taxe d'apprentissage	755 690 €
Transfert de charges	64 440 €
TOTAUX	820 130 €

Contributions volontaires

Néant

Charges et produits exceptionnels

Charges et Produits exceptionnels	Charges	Produits
Quote-part sur subventions d'investissements		69 889 €
Bonus DRIEETS au titre de 2022		22 082 €
Bonus Région Ile de France au titre de 2022		37 943 €
Charges sur exercices antérieurs		
TOTAUX		129 914 €

Personnel salarié de l'association : au 31/12/2023

Nombre total de salariés : 28

Dont salariés en équivalent temps plein : 27

Cumul des trois salaires annuels bruts les plus élevés : 209 477 €





ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DU VAL-DE-MARNE

EXERCICE CLOS
AU 31/12/2023

Association Loi 1901

Siret n° 518 226 436 00039

N° d'agrément centre de formation : 11 94 07 666 94



Qualiopi
processus certifié
La certification qualité a été délivrée
au titre de la catégorie suivante :
ACTIONS DE FORMATION



Bilan - Passif (en euros)

Bilan - Passif (en euros)			31/12/2023	31/12/2022
F O N D S P R O P R E S	FONDS PROPRES			
	Fonds propres sans droit de reprise			
	Première situation nette établie	DA	1 236 980	1 236 980
	Fonds propres statutaires	DJ		
	Fonds propres complémentaires	DB		
	Fonds propres avec droit de reprise			
	Fonds statutaires	CS		
	Fonds propres complémentaires	DC		
	Ecart de réévaluation	CR		
	Réserves			
	Réserves statutaires ou contractuelles	DD		
	Réserves pour projet de l'entité	DE		
	Autres	DF		
	Report à nouveau	DH	169 068	
	Excédent ou déficit de l'exercice	DIR	159 880	169 068
	Situation nette (sous-total)		1 565 928	1 406 048
	Résultat sous contrôle de tiers financeurs	EF		
	Fonds propres consommables	DG		
	Subvention d'investissement	DN	311 458	259 954
	Provisions réglementées	DK		
	TOTAL (I)		1 877 386	1 666 002
	Compte de liaison	CT		
	TOTAL (II)			
	PROVISIONS			
R	Provisions pour risques	DP	13 513	13 513
C	Provisions pour charges	DQ	232 608	217 311
	TOTAL (III)	DO	246 121	230 824
	FONDS REPORTES ET DEDIES			
F	Fonds reportés liés aux legs ou donations	JL		
D	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	EH		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	EI		
	TOTAL (IV)	DR		
	DETTES			
D E T T E S	Emprunts obligataires	DT		
	Empr. et dettes auprès des établ. de crédit (2)	DU		
	Emprunts et dettes financières divers (3)	DV		
	Av.et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	70 350	92 896
	Dettes des legs ou donations	JK		
	Dettes fiscales et sociales	DY	209 304	175 045
	Dettes sur immob. et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA	837	32
	Produits constatés d'avance	EB	2 040 091	2 282 213
	TOTAL (V)	EC	2 320 582	2 550 186
	Ecart de conversion passif (VI)	ED		
	TOTAL GENERAL (I à VI)	EE	4 444 088	4 447 012
Total du bilan exercice N en centièmes d'unités :				
(1) Dont à moins d'un an :				
à plus d'un an :				
(2) Dt conc. banc. courants et soldes bques créd. :				

Compte de résultat (en euros)

COMPTE DE RESULTAT		31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	FG	210 000	210 000
Ventes de biens et services			
Ventes de biens	FC		
dont ventes de dons en nature	FF		
Ventes de prestations de services	FI		
dont parrainages	FB		
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	FO	2 147 278	2 068 248
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	FM		
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels	GX		
Mécénats	FD		
Legs, donations et assurances-vie	FD1		
Contributions financières	FD2		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	FP	64 440	130 152
Utilisations des fonds dédiés	FH		
Autres produits	FQ	223	2 013
TOTAL I		2 421 941	2 410 413
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	FS		
Variation de stocks	FT		
Autres achats et charges externes	FK	611 983	599 112
Aides financières	GB		
Impôts, taxes et versements assimilés	FX	118 743	108 425
Salaires et traitements	FY	1 084 638	1 080 657
Charges sociales	FZ	463 864	452 147
Autres charges du personnel	FL	31 113	39 595
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	GA	75 717	69 153
Dotations aux provisions	GD	15 297	24 461
Reports en fonds dédiés	GC		
Autres charges	GE	15 539	9 711
TOTAL II		2 416 892	2 383 261
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		5 049	27 151
PRODUITS FINANCIERS			
De participations	GJ		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	GK		
Autres intérêts et produits assimilés	GL	24 917	4 720
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	GM		
Différences positives de change	GN		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	GO		
TOTAL III		24 917	4 720
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	GQ		
Intérêts et charges assimilées	GR		
Différences négatives de change	GS		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	GT		
TOTAL IV		0	0
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)		24 917	4 720
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)		29 966	31 871

PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	HA	60 025	99 356
Sur opérations en capital	HB		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	HC		
QP des subventions d'investissements virée au résultat	HP	69 889	58 306
TOTAL V		129 914	157 662
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	HE		20 465
Sur opérations en capital	HF		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	HG		
TOTAL VI		0	20 465
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		129 914	137 196

Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			

Total des produits (I+III+V)	2 576 773	2 572 794
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 416 892	2 403 727

6 - EXCEDENT OU DEFICIT	159 880	169 068
--------------------------------	----------------	----------------

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			506
TOTAL		0	506
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			506
TOTAL		0	506

Variation des immobilisations 2023

CADRE A : IMMOBILISATIONS		Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D TOTAL 1				
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2		5 826		
Terrains				
Constructions	sur sol propre			
	sur sol d'autrui			
	Inst. gales., agents. et am. const.			
Installations techniques matériel et outillage				
Autres immo. corporelles	Inst. gales., agents., aménagement	374 634		
	Matériel de transport	29 480		88
	Matériel de bureau & informatique	257 567		136 018
	Emballages récupérables & divers			
Immobilisations corporelles en cours				
Avances & acomptes				
TOTAL 3		661 681		136 106
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés		253 248		
Prêts & autres immobilisations financières		41 967	1 474	
TOTAL 4		295 215	1 474	
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)		962 722	1 474	136 106

CADRE B : IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
		Par virement	Par cession		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établissement R&D TOTAL 1					
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2				5 826	
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	Inst. gales., agents. et am. const.				
Installations techniques matériel et outillage					
Autres immo. corporelles	Inst. gales., agents., aménagement divers			374 634	
	Matériel de transport			29 568	
	Matériel de bureau & informatique	72 928		320 656	
	Emballages récupérables & divers				
Immobilisations corporelles en cours					
Avances & acomptes					
TOTAL 3			72 928	724 859	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés				253 248	
Prêts & autres immobilisations financières				43 441	
TOTAL 4				296 689	
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)			72 928	1 027 374	

Variation des amortissements 2023

CADRE A : AMORTISSEMENTS		Situation et mouvements de l'exercice			
		Montant en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement R&D					
Autres postes d'immo. Incorporelles		5 826			5 826
TOTAL 1		5 826			5 826
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	Inst. gales., agents. et am. const.				
Installations techniques matériel et outillage		136 043	30 589		166 631
Autres immo. Corporelles	Inst. gales., agents., aménagement divers				
	Matériel de transport	29 480	88		29 568
	Matériel de bureau & informatique	183 088	45 040	71 324	156 804
	Emballages récupérables & divers				
TOTAL 2		348 611	75 716	71 324	353 003
TOTAL GÉNÉRAL (1+2)		354 437	75 716	71 324	358 829

Provisions 2023

Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges				
Provisions garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	217 311	15 297		232 608
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	13 513			13 513
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	230 824	15 297		246 121
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participations				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	230 824	15 297		246 121
Dotations et reprises d'exploitation		15 297		
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciations des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances & Dettes 2023

CADRE A	ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières		43 441		43 441
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients				
Autres créances		44 219	44 219	
Personnel et comptes rattachés		431	431	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		1 285	1 285	
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers			
Groupe et associés				
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		226 403	226 403	
Charges constatées d'avance		88 429	88 429	
TOTAUX		404 208	360 767	43 441
Montant des	prêts accordés en cours d'exercice			
	remboursements obtenus en cours d'exercice			

CADRE B	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 2 ans max. à l'origine				
	à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers					
Fournisseurs et comptes rattachés		70 350	70 350		
Personnel et comptes rattachés		36 229	36 229		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		135 053	135 053		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices				
	Taxe sur valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	38 022	38 022		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés					
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		837	837		
Dettes représentatives de titres emp.					
Produits constatés d'avance		2 040 091	2 040 091		
TOTAUX		2 320 582	2 320 582		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					

PRODUITS A RECEVOIR	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	272 337
Disponibilités	
TOTAL	272 337

CHARGES A PAYER	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	70 350
Dettes fiscales et sociales	173 076
Autres dettes	837
TOTAL	244 262

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	88 429	2 040 091
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	88 429	2 040 091

Variation de la valeur du portefeuille de TIAP

Mouvements de l'exercice	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Montant à l'ouverture de l'exercice	253 200	253 200
Acquisition de l'exercice		
Cession de l'exercice (en prix de vente)		
Reprises de provisions sur titres cédés		
Plus values sur cessions de titres :		
- détenus au début de l'exercice		
- acquis dans l'exercice		
Variation de la provision pour dépréciation du portefeuille		
Autres variations de plus values latentes :		
- sur titres acquis dans l'exercice		
- sur titres acquis antérieurement		
Autres mouvements comptables		
Montant à la clôture de l'exercice	253 200	253 200

L'e2c94 a souscrit une augmentation de capital émise par la Banque Populaire Rives de Paris pour un montant de 249 950€, afin de placer ses excédents de trésorerie.

Ces actions n'ayant pas vocation à être cédées à court ou moyen terme,

la Direction a décidé de les inscrire en Titres Immobilisés de l'Activité de Portefeuille.

CATEGORIES	EFFECTIF		
	Hommes	Femmes	Total
Cadres	9,00	15,46	24,46
Employés		1,17	1,17
Total 1	9,00	16,63	25,63
Prestataires externes	0,51	0,00	0,51
Total 2	0,51	0,00	0,51
TOTAL GENERAL	9,51	16,63	26,14

Tableau de variation des fonds propres 2023

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
fonds propres sans droit de reprise	1 236 980							1 236 980
fonds propres avec droit de reprise								
écart de réévaluation								
Réserves								
report à nouveau	169 068							169 068
Excédent ou déficit de l'exercice								
Dotations consommables								
Subventions d'investissement	259 954			121 393		69 889		311 458
Provisions réglementées								
TOTAL	1 666 002			121 393		69 889		1 717 505

A- PRODUIT ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2023		EXERCICE 2022	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUIT PAR ORIGINE				
1- PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1- Cotisations sans contrepartie				
1.2- Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels				
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat				
1.3 - Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSTE DU PUBLIC				
2.1 - Cotisations avec contrepartie	210 000		210 000	
2.1 - Parrainage des entreprises				
2.3 - Contributions financières sans contrepartie	219 495		161 240	
2.4 - Autres produits non liés à la générosité public				
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	2 147 278		2 126 554	
4 - REPRISE SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-		75 000	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS				
TOTAL	2 576 773		2 572 794	
CHARGES PAR DESTINATION				
1- MISSIONS SOCIALES				
1.1- Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	1 627 466		1 546 981	
- Versement à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 - Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1- Frais d'appel à la générosité du public				
2.2- Frais de recherche d'autres ressources	116 098		120 234	
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	582 314		642 898	
4- DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	91 014		93 614	
5- IMPOTS SUR LE BENEFICES				
6- REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE				
TOTAL	2 416 892		2 403 727	
EXCEDENT OU DEFICIT	159 881		169 067	

B- CONTRIBUTION VOLONTAIRES EN NATURES	EXERCICE 2023		EXERCICE 2022	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature			506	
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE Prestations en nature Dons en nature				
CHARGES PAR DESTINATION				
1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France			506	
Réalisées à l'étranger				
2- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL	-		506	

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT CROD / Cpte de résultat	MISSIONS SOCIALES				FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		Frais de fonctionnem ent	Dotations aux provisions	Impots sur les bénéfices	reports en fonds dédiés	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources					
	par l'organisme	Versements à d'autre organismes	par l'organisme	Versements à d'autre organismes							
Achats de marchandises											
Variation de stock											
Autres achats et charges externes	370 413						241 569				611 983
Aides financières											-
Impots, taxes et versement assimilés	87 261						31 482				118 743
Salaires et traitements	821 605					73 366	220 780				1 115 750
Charges sociales	341 576					42 732	79 557				463 864
Dotations aux amortissemets et depreciations								75 717			75 717
Dotations aux provisions								15 297			15 297
Reports en fonds dédiés											-
Autres charges	6 612						8 927				15 539
Charges exceptionnelles							-				-
Participations des salariés aux résultats											-
Impots sur les bénéfices											-
TOTAL	1 627 466					116 098	582 314	91 014			2 416 892

UNIQUEMENT POUR LES CHARGES ET OPTIONNEL

tableau de rapprochement entre les contributions volontaires du compte de Résultat et du compte de résultat par origine et destination	MISSIONS SOCIALES		Frais de recherche de fonds	frais de fonctionnement	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature					
Mises à disposition gratuites de biens	-			-	-
Prestations de services					
Personnel bénévole					
TOTAL	-	-	-	-	-